Sur le site officiel de la présidence de la république de Madagascar, jouant la transparence, le service de communication a… communiqué, une **liste de membres du gouvernement présents à New York avec président Rajaonarimampianina**
. Il s'agit de:

Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères

Onitiana Realy, ministre de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme

Dominique Rakotozafy, ministre de la Défense nationale

Beboarimisa Ralava, ministre de l’Environnement

Mais sur la photo ci-dessus, on aperçoit, à la gauche du président malgache, **Hugues Ratsiferana** , ancien Dg d’Air Madagascar, devenu conseiller spécial et membre du comité d’organisation du Sommet de la Francophonie prévu en 2016 à Antananarivo. Mais pourquoi diable ces têtes d'enterrement? N'est-ce pas l'anniversaire des 70 ans de l'ONU dont Madagascar fait partie depuis le 20 septembre 1960?

Les caveaux royaux du *"Rova"* d'Ambohidratrimo, incendiés dans la nuit du 26 août 2015

Dans cette délégation officielle, il manque quelqu’un qui, pourtant, dirige un département crucial pour l’avenir même de la nation. Il s’agit de la ministre de la Culture, Brigitte Rasamoelina. En effet, il est universellement connu et reconnu que la Culture est tout ce qui reste lorsqu’on a tout oublié. Et, dans le cadre de cette 70ème session de l’Assemblée générale des Nations Unies, l’UNESCO (Organisation des Nations Unies pour la Science et la la Culture) a lancé un nouveau programme de protection de l’Héritage culturel mondial. Souvenons-nous que, très récemment, le palais royal d’Ambohidratrimo (**ICI**) a été la victime d’un incendie criminel sans qu’il y a eu une seule réaction de la part du président Hery Rajaonarimampianina. L’homme qui oublie l’histoire de son pays, qui veut même l’effacer… Enfin, bon, ceci explique certainement l’absence de la ministre malgache de la Culture? A ce rythme, Madagascar sera un pays éternellement à la traine, un pays déjà en voie de sous-développement culturel très avancé...

High-level Ministerial Meeting on World's Heritage Proctection

New York, 27 Septembre 2015. Avec une foule de leaders mondiaux se réunissant au Siège des Nations unies à New York
, dans le cadre de la 70ème session de l’Assemblée générale de l’ONU, l’UNESCO -qui célèbre aussi ses 70 ans-
a
lanc
é
une nouvelle initiative majeure pour
augmenter
la protection d'héritage culturel ciblé par des terroristes et des trafiquants illicites.
La Protection de l'Héritage Culturel
-
un
e initiative impérative
pour l'Humanité
-
a
été présentée
par les m
inis
tres des Affaires étrangères de

l'Italie et
de
la Jordanie, avec la participation
de l'UNESCO,
Interpol et
l’
UNODC
(Bureau des Nations Unies sur les drogues et les crimes
), aussi bien que des ministres d'États membres divers.

« La Culture est sur la ligne de front de conflit - nous devons la placer au cœur de l’instauratio n de la paix »
, a déclaré Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. Et, dans ce contexte, l’information s’avère également crucial, incontournable. Cela nécessite une grande marge de liberté d’expression. Qu’en pense l’UNESCO ?

La liberté d’expression: Un droit humain fondamental, pilier de toutes les libertés civiques

La liberté d’expression est le fondement de toute démocratie. Le mandat de l’UNESCO

repose sur la protection et la promotion de la liberté d'expression, que ce soit en ligne ou hors ligne. L'Acte constitutif de l'Organisation invite les États membres à travailler ensemble pour promouvoir la connaissance et la compréhension mutuelles des peuples à travers la *« libre circulation des idées, par le mot et par l'image »* .

Irina Bokova

La liberté d'expression et d'information constituent les piliers d'une société saine et démocratique sur lesquels repose la croissance sociale et économique : ils permettent la libre circulation des idées – nécessaire à l'innovation – et renforcent la responsabilité et la transparence. ***« Le journalisme prospère lorsque les médias sont libres et indépendants, lorsque les journalistes peuvent exercer leur métier en toute sécurité, lorsque l'impunité est l'exception »*** , a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Nos confrères Jean-Luc Rahaga et Didier Ramanoelina, du journal *"Madagascar Matin"*, enfermés quatre jours à la prison d'Antanimora, pour *"diffamation publique"* par le ministre d'Etat, Rivo Rakotovao , à qui le président de la république a intimé de retirer sa plainte ensuite

La liberté d'expression est un droit humain fondamental énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. De même que la liberté d'information et la liberté de la presse, la liberté d'expression pose la base de tous les autres droits. L'Organisation reconnaît que les droits de l'homme s'appliquent aussi bien en ligne qu'hors ligne. Par conséquent, l'UNESCO s'engage à étudier les questions liées à la liberté d'expression et à la vie privée, à l'accès, et à l'éthique sur l'Internet.

L'Organisation s'implique depuis longtemps dans des questions relatives à l'Internet, par exemple à travers le Sommet mondial sur la société de l'information et le Forum sur la gouvernance de l'Internet. Les journalistes et professionnels des médias sont indispensables au plein exercice de notre ***« droit de savoir »***. De ce fait, ils doivent pouvoir travailler dans un environnement propice à un journalisme libre et indépendant. L'UNESCO soutient les médias indépendants en zones de conflit et pays en transition, afin de leur permettre de jouer un rôle actif dans la prévention et la résolution des conflits et dans la transition vers une culture de paix.

Le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano a été créé en 1997 afin de sensibiliser le monde au rôle fondamental de la presse en société et au besoin de garantir la sécurité des professionnels des médias. Nommé en l'honneur de Guillermo Cano, l'éditeur colombien assassiné en 1986 par les mafias de narcotrafiquants dont il dénonçait courageusement les exactions, le Prix distingue une personne, une organisation ou une institution qui a contribué d'une manière notable à la défense et/ou à la promotion de la liberté

de la presse.

L'UNESCO soutient activement la sécurité des journalistes: ils doivent pouvoir exercer leur profession dans un environnement libre de tout risque de violence et défendre le droit à la liberté d'opinion et d'expression pour tous. L'Organisation défend donc le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité (Plan d'action des Nations Unies), premier effort concerté au sein de la famille onusienne pour traiter de ces questions par le biais d'une approche holistique et multipartite. Il sert désormais de référence mondiale, mise en évidence dans de nombreuses résolutions et politiques de l'Assemblée générale de l'ONU, du Conseil des droits de l'homme, et de l'Union européenne.

Le Plan d’action des Nations Unies, à travers l'UNESCO, est le résultat d’un processus initié par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC). Le PIDC s’engage à promouvoir l’indépendance et le pluralisme des médias, à contribuer au développement durable, à la démocratie et à la bonne gouvernance en renforçant les capacités des médias libres et indépendants, ainsi qu’au développement des médias. Depuis sa création en 1980, le PIDC a appuyé plus de 1.700 projets dans quelques 140 pays.

Dossier de contribution de Jeannot Ramambazafy – 1er octobre 2015